

CHARTE DE BONNE CONDUITE DES ENTREPRISES POUR LES CHANTIERS JEAN LAIN

MAÎTRE D'OUVRAGE :

HOMELAIN

Table des matières

1. PRÉAMBULE.....	2
2. RÈGLES GÉNÉRALES	2
3. RÉUNIONS DE CHANTIER.....	3
4. QUOTIDIEN CHANTIER.....	3
5. SÉCURITÉ.....	3
6. NETTOYAGES	4
7. COMPTE PRORATA (à enlever au besoin).....	4
8. PÉNALITÉS ET RETENUES	4
9. LEVÉE DE RÉSERVES	4
10. SIGNATURES	4

1. PRÉAMBULE

La présente charte a pour objet de définir clairement et de rappeler les attitudes des entreprises sur chantier, attendues par :

La Maîtrise d'ouvrage, société Homelain représenté par le Service Technique & Bâtiments,

Et

La Maîtrise d'œuvre : Atelier d'architecture Jean-François BENOIT & Associés.....

Et

L'entreprise : BUFFIN TP..... représentée par
BERNARD Frank..... En sa qualité de Chargé d'affaires.....

Dans le cadre du chantier : Création d'une nouvelle construction MG

Cette charte paraît nécessaire au vu des comportements régulièrement constatés sur les chantiers.

Elle n'a pas pour but de réprimer les entrepreneurs, mais de les accompagner afin que les chantiers puissent se dérouler dans les meilleures conditions possibles, et dans une ambiance de travail sereine.

Ce document ne se substitue pas aux autres pièces du marchés (C.C.A.G., C.C.A.P., C.C.T.P., ...etc.) et vient en complément.

En cas de litige, c'est la pièce administrative la plus favorable au Maître d'ouvrage qui sera prise en compte.

2. RÈGLES GÉNÉRALES

Les entreprises s'engagent à employer des salariés et ouvriers qualifiés pour les prestations dues au titre de leur marché de travaux.

Les entreprises devront respecter le travail et les ouvrages réalisés par les autres corps d'état du chantier.

Elles devront respecter l'autorité du Maître d'œuvre/O.P.C., ainsi que les demandes spécifiques ou demandes complémentaires du Maître d'ouvrage (demandes pouvant engendrer des travaux en plus ou moins-value des marchés de travaux).

Elles mettront tout en œuvre pour respecter le planning des travaux et les différentes contraintes liées à chaque site et contexte : en termes de moyens, matériels, personnel ...etc. (dans le respect de l'ensemble des réglementations en vigueur).

Le cas échéant, après validation du Maître d'ouvrage, les horaires des journées de travail pourront être revues (de 7h00 à 19h00).

Les week-ends pourront être travaillés.

Les représentants des entreprises assurant la conduite et le suivi de leurs travaux, devront faire un point technique avec ses propres équipes, puis retranscrire les propos et demandes du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre lors des réunions de chantier.

Il est rappelé que, ni le Maître d'ouvrage ni le Maître d'œuvre, ne doivent le faire.

3. RÉUNIONS DE CHANTIER

Les entreprises doivent être présentes à l'heure aux réunions de chantier hebdomadaires, suivant les convocations établies par la Maîtrise d'œuvre/O.P.C.

Tout retard ou toute absence, exceptionnelle, devra être justifié au maximum à 17h00 la veille de la réunion de chantier.

Le cas échéant, des pénalités de retard pourront être appliquées à raison de :

- 50 € H.T / retard non justifié
- 100 € H.T / absence non justifiée

En cas d'absence répétée, même justifiée, l'entrepreneur devra se faire représenter par une personne cohérente de son choix afin de permettre le bon déroulé du chantier.

4. QUOTIDIEN CHANTIER

Le chantier doit impérativement être fermé tous les soirs par la dernière entreprise présente sur le site. Si ce manquement entraîne l'intervention d'une société de gardiennage (par exemple : déclenchement d'alarme), le coût de l'intervention sera imputée à l'ensemble des entreprises.

Les entreprises s'engagent à :

- Respecter les installations de chantier et cantonnements chantiers éventuels.
- Travailler tous les jours de la semaine et non seulement les jours de réunions de chantier.
- Ne pas manger en dehors des réfectoires prévus à cet effet et de ne pas laisser de détritrus in situ.
- Ne pas écouter de la musique dans les zones de travaux en site occupé.
- Ne pas fumer à l'intérieur des chantiers et bâtiments.

5. SÉCURITÉ

Le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.) de la société ALPES CONTRÔLES aura autorité pour superviser les interventions sécurisées des entrepreneurs.

Les entreprises titulaires et sous-traitantes devront obligatoirement prendre leur rdv avec le C.S.P.S. pour réaliser leur Visite d'Inspection Commune (V.I.C.) avant leur démarrage des travaux. Cette V.I.C. pourra être réalisée lors de la réunion de préparation avec C.S.P.S.

Les sous-traitants devront se faire agréer par le Maître d'ouvrage au préalable. Après la réalisation de leur V.I.C., ils transmettront leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) au C.S.P.S. Les entreprises devront réaliser leurs travaux dans le respect des règles de sécurité (port des E.P.I., moyens de levage sécurisés et adaptés, protections provisoires, séparation des flux chantiers des flux d'exploitation, utilisation des harnais et protections de rives pour travaux en toiture ou sur échafaudages, les balisages au sol des zones de travail...etc.

En aucun cas, les protections collectives ou autres dispositifs de sécurité mises en place ne devront être déposés.

Le Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) définira les consignes de bon ordre de Sécurité et protection de la Santé. Celles-ci devront être respectées.

En cas de non-respect de celles-ci, le C.S.P.S. ainsi que l'équipe de Maîtrise d'œuvre, pourra être amené à présenter des pénalités de 150 € H.T par observation non respectée.

6. NETTOYAGES

Toutes les entreprises présentes sur chantier devront nettoyer le chantier, à raison de deux fois par semaine et gérer leurs propres déchets.

Le Maître d'œuvre se réserve la possibilité, en accord avec le Maître d'ouvrage, de faire réaliser les nettoyages de chantier par une tierce société.

Les frais de ces nettoyages seront imputés à l'ensemble des entreprises présentent sur site le cas échéant.

7. COMPTE PRORATA (non renseigné dans notre projet)

8. PÉNALITÉS ET RETENUES

Le cas échéant, tout manquement aux préconisations de la charte précédemment détaillées exposera les entreprises à des pénalités sur les situations de travaux.

Ces retenues pourront être, le cas échéant, libérées par le Maître d'ouvrage s'il le souhaite, et dérogeront au C.C.A.P., à l'A.E., au C.C.A.G. TRAVAUX et à la normes NF-P 03 001, applicable.

Les pénalités pourront concerner :

- Non-respect des diverses préconisations du Maître d'ouvrage ou Maître d'œuvre : 100 €/constat.
- Pénalité de retard de chantier (comme stipulé dans le marché de travaux et/ou acte d'engagement).

9. LEVÉE DE RÉSERVES

Dans le cas où les réserves à réception, signalées dans les procès-verbaux de réception des travaux, ne seraient pas levées dans les 15 jours suivant la réception des travaux, le Maître d'œuvre appliquera, sous couvert de l'autorité du Maître d'ouvrage, des retenues estimées à la hauteur des réserves restant à lever.

10. SIGNATURES

Maître d'ouvrage

Le,

À.....

Maître d'œuvre

Le 09/08/2023.....,

À GRENoble.....

Entreprise

Le 31/10/2023.....,

À AMPUIS.....

Signatures et Cachet	Signatures et Cachet	Signatures et Cachet
	<p>Atelier d'Architecture Jean-François BENOIT 22, rue Pauls Helbronner-38100 GRENOBLE Tél : 04.76.09.43.43 / Fax : 04.76.23.13.33 SIRET 06450275000033 / @-mail : contact@benoit-architecte.fr</p>	